



État des résultats condensé prospectif (non audité)

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par la ministre responsable de la Loi canadienne sur l'accessibilité (la ministre de la Diversité, de l'Inclusion et des Personnes en situation de handicap), 2026.

Numéro de catalogue : AS1-10F-PDF

ISSN : 3110-9454

Pour de plus amples renseignements ou pour obtenir des formats alternatifs, veuillez communiquer avec :

Normes d'accessibilité Canada
320, boulevard St-Joseph, bureau 246
Gatineau (Québec) J8Y 3Y8
1-833-854-7628

La publication est disponible en format HTML à <https://accessibilite.canada.ca/rapports/plan-ministeriel-2026-2027/etat-des-resultats-prospectif-2026-2027>

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(en dollars)	Résultats projetés de 2025-2026	Résultats prévus de 2026-2027
Charges		
Initiative canadienne sur l'accessibilité	16 208 630	16 008 069
Services internes	6 483 254	6 389 612
Coût de fonctionnement net avant le financement et les transferts du gouvernement	22 691 884	22 397 681
Les notes complémentaires font partie intégrante de l'état des résultats prospectif.		

1. Méthodologie et hypothèses importantes

L'état des résultats prospectif a été établi en fonction des priorités du gouvernement et des plans ministériels qui sont décrits dans le plan ministériel.

Les renseignements présentés dans les résultats projetés de l'exercice 2024-2025 sont fondés sur les résultats réels en date du 15 janvier 2026 et sur les prévisions pour le reste de l'exercice. Des prévisions ont été réalisées pour les résultats prévus de l'exercice 2026-2027.

Les principales hypothèses qui sous-tendent les prévisions sont les suivantes :

- Les activités de l'Organisme resteront, pour l'essentiel, les mêmes que celles de l'exercice précédent ;
- Les charges et les revenus, y compris la détermination des montants de sources internes et externes au gouvernement, sont fondés sur l'expérience. L'évolution générale historique devrait se poursuivre.

Ces hypothèses sont adoptées en date du 15 janvier 2026.

2. Variation et évolution des prévisions financières

Même si tous les efforts ont été déployés pour prévoir les résultats définitifs pour le reste de l'exercice 2025-2026 et pour 2026-2027, les résultats réels des deux exercices risquent de différer des prévisions financières présentées, et l'écart pourrait être important.

Les facteurs qui pourraient donner lieu à des écarts importants entre l'état des résultats prospectif et l'état des résultats historique incluent :

- le moment et le montant des acquisitions et des aliénations de biens immobiliers, d'installations de production et d'équipements qui peuvent influencer sur les gains ou pertes et les charges d'amortissement;
- la mise en œuvre de nouvelles conventions collectives;
- les modifications supplémentaires au budget de fonctionnement en raison de nouvelles initiatives ou de rajustements techniques mis en œuvre plus tard au cours de l'exercice.

Une fois que le plan ministériel est déposé au Parlement, l'Organisme ne fera pas de mise à jour des prévisions, quelles que soient les modifications apportées aux ressources financières dans les budgets supplémentaires des dépenses. Les écarts seront expliqués dans le rapport sur les résultats ministériels.

3. Sommaire des principales conventions comptables

L'état des résultats prospectif a été préparé conformément aux conventions comptables du gouvernement du Canada en vigueur pour l'exercice 2024-2025 et s'appuie sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent

de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence notable par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a. Charges

Les paiements de transfert sont passés en charges durant l'année où le transfert est autorisé et que le bénéficiaire répond aux critères d'admissibilité.

Les autres charges sont généralement comptabilisées lorsque les biens sont reçus ou les services sont rendus et comprennent les charges de fonctionnement liées au personnel, services professionnels et spéciaux, réparation et entretien, services publics, fournitures et approvisionnement, ainsi que l'amortissement des immobilisations corporelles. Les autres charges incluent des provisions qui tiennent compte des changements de la valeur des actifs et des passifs, y compris les provisions pour créances douteuses, les prêts, les placements, les avances et la désuétude des stocks. De plus, les charges incluent l'utilisation des stocks et des charges payées d'avance ainsi que d'autres.

4. Autorisations parlementaires

L'Organisme est financé par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La formule de comptabilisation des autorisations consenties à l'Organisme ne correspond pas à celle des rapports financiers établis selon les principes comptables généralement reconnus, étant donné que les autorisations sont principalement fondées sur les besoins de trésorerie. Les postes comptabilisés dans l'état des résultats prospectif d'un exercice donné peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires approuvées au cours de l'exercice précédent, de l'exercice en cours ou d'exercices futurs. Par conséquent, le coût de fonctionnement net de l'Organisme pour l'exercice diffère suivant qu'il est calculé selon les principes du financement public ou selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations demandées

(en dollars)	Résultats projetés de 2025-2026	Résultats prévus de 2026- 2027
Coût de fonctionnement net avant le financement et les transferts du gouvernement	22 691 884	22 397 681
Rajustements pour les postes ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais aucune incidence sur les autorisations :		
Amortissement des immobilisations corporelles	(415 141)	(465 141)
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	76 765	(1456)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et congés compensatoires	9 161	4 505
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	(582 544)	(594 195)
Total des postes qui ont une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais aucune incidence sur les autorisations	(911 759)	(1 056 287)
Rajustement pour les postes qui n'ont pas d'incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui ont une incidence sur les autorisations :		
Augmentation (diminution) des charges payées d'avance	(564)	500
Acquisitions d'immobilisations corporelles	71 051	25 063
Total des postes qui n'ont pas une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui ont une incidence sur les autorisations	70 487	25 563

(en dollars)	Résultats projetés de 2025-2026	Résultats prévus de 2026-2027
Autorisations demandées prévues pour être utilisées	21 850 612	21 366 957

b) Autorisations fournies/demandées

(en dollars)	Résultats projetés de 2025-2026	Résultats prévus de 2026-2027
Autorisations demandées		
Crédit 1 - Dépenses du programme	12 342 923	11 786 820
Crédit 5 - Subventions et Contributions	8 500 000	8 500 000
Montant des autorisations législatives	1 007 689	1 080 137
Autorisations fournies/demandées totales	21 850 612	21 366 957
Moins : Autorisations inutilisées estimées et autres rajustements	-	-
Autorisations fournies/demandées prévues pour être utilisées	21 850 612	21 366 957